

Cahier des conférences

Forum sur les mécanismes d'accès au marché

UPA Développement international

Longueuil, 1^{er}, 2 et 3 octobre 2007

« Mieux vaut une réussite solidaire qu'un exploit solitaire. »

Albert Jacquard

TABLES DES MATIÈRES

CAHIER DES CONFÉRENCES.....	1
PRÉAMBULE.....	3
MOT DU VICE-PRÉSIDENT D'UPA DI.....	4
CONFÉRENCES.....	5

Préambule

Le Forum sur les mécanismes d'accès aux marchés organisé par UPA Développement international a eu lieu en octobre 2007 à la Maison de l'UPA, Longueuil, Québec. Des représentants d'organisations de producteurs du Kenya, de l'Ouganda, de la Zambie, de la Tanzanie, de Malawi et des Philippines ont participé à cet événement.

Des chercheurs européens et nord-américains, notamment ceux membres du groupe Regoverning Markets, qui collaborent avec la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), et ceux membres du Groupe de réflexion et d'échanges sur la régulation des marchés agricoles (GREMA), ainsi que des représentants d'organisations de producteurs agricoles canadiennes et québécoises et de divers organismes canadiens et internationaux ont également collaboré.

Le forum s'est déroulé sur une période de trois jours. Les deux premiers jours, soit les 1er et 2 octobre, ont été consacrés à des études de cas sur divers outils collectifs de mise en marché, des plus simples (ex : système d'information sur les prix) aux plus complexes (ex : organisation de la filière lait au Québec). La troisième journée, le 3 octobre a porté sur la régulation des marchés et la gestion de l'offre.

Mot du vice-président d'UPA DI

Le Forum sur les mécanismes d'accès au marché est une occasion unique de réunir des gens de tous les horizons dans un objectif commun, celui d'approfondir les leçons à tirer de différentes expériences de mise en marché en agriculture, mais également d'explorer des pistes de travail pour l'avenir.

Cet événement a eu lieu dans la Maison de l'UPA, la maison des agricultrices et des agriculteurs du Québec. En leurs noms, j'ai été fier de leur souhaiter la bienvenue. En tant que vice-président d'UPA Développement international (UPA DI), je les remercie d'avoir accepté notre invitation. Il nous a fait grand plaisir de les recevoir.

UPA DI, est pour les producteurs du Québec, un moyen de partager un savoir, des connaissances, des expériences, d'échanger et de construire une solidarité de paysans à paysans. Je suis moi-même en entreprise, soit un producteur de cactus et suis également président du Syndicat des producteurs en serre du Québec. L'accès au marché, les difficultés tout comme les succès, je vis cela tous les jours. Pour moi d'ailleurs, comme pour tous les agriculteurs du Québec l'accès au marché demeure une préoccupation de tous les jours, préoccupation qui est aussi la vôtre, que vous soyez producteur ou chercheur.

Les temps changent et de nouveaux défis s'offrent à nous. Une chose est sûre : les hommes et les femmes qui vivent de l'agriculture doivent demeurer des acteurs privilégiés dans les solutions à venir. Il nous appartient à nous producteurs, de développer des solutions et des façons de faire qui tirent parti de toutes nos forces, de toutes nos expériences, des solutions rassembleuses et surtout bien concrètes, afin que les produits des paysans du monde occupent une place privilégiée sur nos marchés et dans les choix des consommateurs, car au cœur de ces choix, c'est l'avenir de notre agriculture qui se joue.

André Mousseau
Vice-président
UPA Développement international

Conférences

L'intégral des conférences PowerPoint est disponible sur demande auprès d'UPA Développement international (UPA DI). Veuillez adresser votre demande au : upadi@upa.qc.ca

Voici les conférences, telles que listées à l'ordre du jour du Forum sur les mécanismes d'accès au marché:

Lundi 1er octobre 2007

L'action collective pour améliorer le pouvoir de négociation des producteurs sur les marchés : une introduction – Par André D. Beaudoin, secrétaire général UPA DI

Contrats de mise en marché, l'exemple de la vanille – Par Gosbert Kabanda – Mayawa, Tanzanie

La mise en marché du sirop d'érable ou réussir l'impossible – Par Charles-Félix Ross – Fédération des producteurs acéricoles du Québec

Un exemple de système collectif aux Philippines – Par Larry Digal - Regoverning Markets et Raul Montemayor – IFAP

Mise en marché collective des céréales au Mali – Abdoulaye Sissouma – Faso Jigi, Mali

Empowering the Kenyan Agricultural Producers to Enhance the Market Ability of their Produce – Lucy Mwangi – KENFAP, Kenya

Mardi 2 octobre

Relier les producteurs organisés aux marchés à travers une chaîne d'approvisionnement organisée : une introduction – Bill Voley – Regoverning Market, Royaume-Uni

Un exemple de système d'information sur les prix en Zambie – Coillard Hamusimbi – Zambia National Farmers Union, Zambie

Empowering Smallholder Farmers in Markets: Advocacy for Changes in Rules and Regulations – Giel Ton – Université de Wageningen, Pays-Bas

Relier petits producteurs et supermarchés – Le cas des producteurs de riz biologique Pecuaría aux Philippines – Bill Vorley et Larry Digal – Regoverning Markets

L'approche filière – Gino Pelletier – UPA Développement international

La mise en marché collective au Québec – Alyne Savary – Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec

La filière lait au Québec – Jean Vigneault – Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ)

Mercredi 3 octobre

Pourquoi et comment l'instabilité des marchés est une caractéristique structurelle des marchés agricoles – Jean-Marc Boussard – INRA, France

La déréglementation des marchés agricoles est-elle bénéfique ou néfaste aux producteurs agricoles? – Daniel-Mercier Guoin – Université Laval, Québec

L'argentine et son nouveau code de vente au détail – Bill Vorley – Regoverning Markets

Lobbying pour changer la Loi canadienne sur la concurrence – Fédération canadienne de l'agriculture (FAC)

The Contributions and Challenges of Supply Management in a New Institutional Agricultural Trade Framework – Daniel de la Torre Ugarte – Agricultural Policy Analysis Center - University of Tennessee

Quelles perspectives pour les accords internationaux sur les matières premières agricoles? – Hélène Delorme – CERI, France

L'OMC est-elle une enceinte de régulation mondiale? – Arlène Alpha – Groupe de recherche et d'échanges technologiques – GRET, France

Eastern Africa Market Access Issues and its Implication for Agriculture Sector – Julius P. Moto – Eastern Africa Farmers Federation

Agir collectivement

L'action collective pour améliorer le pouvoir de négociation des producteurs sur les marchés : une introduction (André D. Beaudoin, secrétaire général – UPA DI)

Il me fait plaisir, au nom d'UPA Développement international, de vous souhaiter la bienvenue à ce Forum sur les mécanismes d'accès au marché. Il s'agit d'une occasion unique de mettre en commun nos savoirs et nos expertises.

Au cours des prochaines journées, nous aurons accès à plus d'une douzaine de conférences et d'ateliers dans le cadre d'un programme qui a comme principale préoccupation que nous avons voulu enrichissant et ressourçant dans tous les sens du terme. Pour nous, et nous l'espérons bientôt pour vous, d'être un même constat : le partage du savoir et du savoir-faire comme un passage obligé afin de soutenir les agricultures du monde et l'agriculture familiale.

L'agriculture familiale emploie la majorité de la population du globe, mais pour combien de temps encore? Soumise, seule trop souvent, aux règles du marché, au Sud comme au Nord, dans le respect des projets politiques et des histoires de chacune et chacun. Nous espérons que ce rendez-vous aura des lendemains et que nous saurons mettre en place un réseau de solidarité à nouer des liens qui marqueront le début d'une coopération entre gens qui cherchent et gens qui trouvent et qui prouvent que ce type d'agriculture a toujours un sens et toujours sa place.

Merci d'être là.

André D. Beaudoin
Secrétaire général – UPA DI

Marie Christine Talbot

Nous avons choisi d'instituer une rencontre entre chercheurs et paysans d'ici et d'ailleurs pour ajouter à cette idée d'un réseau de partage des connaissances des uns et des réalités des autres. Un point d'ancrage entre des réalités qui nous semblent lointaines, mais qui se ressemblent, nous ressemblent et nous rassemblent.

Ce forum se voulait une opportunité d'échange entre des représentants d'organisations de producteurs (OP) du Sud et du Nord impliqués dans des initiatives de mise en marché et des chercheurs actifs dans ce même domaine.

Ce fut un moment privilégié permettant de prendre connaissance d'initiatives très différentes les unes des autres et qui répondent toujours à un besoin et à un contexte particulier. Il reste de ces échanges d'expériences, le défi d'en tirer des leçons qui permettront à ces petites initiatives d'être répercutées à une plus vaste échelle et d'être éventuellement transposées dans un autre contexte. Il reste aussi à partir des limites, des forces et des faiblesses qu'elles comportent, à en tirer des politiques qui favoriseront leur implantation et leur développement.

Les chercheurs et les praticiens de l'agriculture doivent poursuivre et intensifier leur collaboration afin que les défis qui se posent puissent être relevés en conjuguant l'expertise et le rôle de chacun.

Cette collaboration permettra, nous le souhaitons, de créer une synergie favorable au maintien et au développement durable de l'agriculture familiale à travers le monde.

Marie-Christine Talbot
Directrice générale
UPA Développement international

Hélène Delorme

« L'échange entre chercheurs et acteurs du terrain permet aux premiers d'appuyer leurs généralisations sur les expériences qu'ont les seconds de l'activité productive et des politiques publiques. Cette démarche m'a toujours paru être la seule capable de déboucher sur une évaluation correcte des pratiques réelles des agents économiques et des impacts des politiques publiques. À ce double point de vue, l'apport du forum est très riche.

Les experts des OPA d'Afrique de l'Est ont éclairé les limites de l'intégration de la chaîne agroalimentaire réalisée par les centrales de distribution occidentales dans les pays en développement. En règle générale, cette intégration exclut les agriculteurs les plus pauvres et apporte peu d'améliorations de leurs prix de vente aux agriculteurs sélectionnés. Ce que ne font pas les politiques de stabilisation des prix mises en œuvre au Canada (et aussi en Europe et aux États-Unis) qui permettent de réguler les revenus agricoles et les prix à la consommation.

Le forum a aussi mis en lumière une retombée inattendue de la « supermarchetisation » en cours dans les pays en développement. Tout en modernisant la production, elle incite les producteurs du Sud à s'organiser, notamment parce qu'elle favorise les rapprochements avec les organisations d'agriculteurs du Nord qui se heurtent aux mêmes partenaires. Cette évolution est la plus porteuse de changement. Elle peut modifier profondément les rapports de force au sein des filières et ainsi renforcer la capacité des agriculteurs de se faire entendre des États et organisations internationales. La mondialisation de l'économie agroalimentaire pourrait être ainsi réorientée vers des régulations plus efficaces et équitables que le marché. Ces stratégies sont à suivre et ces méthodes d'échanges sont à poursuivre ! »

Patrick Eckloo

« Le cadre de ce forum était de « marier » les travaux de praticiens et chercheurs, échanger des idées et parvenir à une synergie entre les deux groupes de professionnels. Ceci apporta évidemment matière à réflexion sur de nombreux sujets touchés couvrant la macro-économie par monsieur Boussard, aux problèmes pratiques de mise en marché rencontrés par les producteurs de vanille du Kagera, de la Tanzanie. Cependant, bien que quelques participants n'étaient pas du tout familiers avec certains sujets, les questions traitées furent à chaque fois pertinentes et compréhensibles; les présentations ont été très enrichissantes pour les agriculteurs ainsi que pour les chercheurs.

Moi-même, n'étant pas un agriculteur ni un chercheur, je me suis retrouvé pris au milieu (toutefois plus à l'aise avec les histoires pratiques de producteurs). Mais, une chose est certaine, ma ferme conviction envers le principe d'AgriCord a été confirmée par les présentations et les histoires : les agriculteurs sont puissants lorsqu'ils s'unissent.

N'est-ce pas monsieur Beaudoin?

Félicitations également pour l'organisation impeccable du forum !

Julius Moto

«Je tiens à souligner le soutien apporté par l'ACDI, AgriCord, UPA DI, les Associations de producteurs du Québec et de l'Ontario, aux autres participants de l'Ouganda, du Kenya, de la Tanzanie, de la Zambie et de Malawi et moi-même, ce qui nous a permis d'en savoir plus sur l'agriculture canadienne, le cadre politique et les organisations paysannes».

Le Forum a rassemblé des responsables politiques, des académiciens, des négociateurs et des producteurs. Les échanges ont été très fructueux entre les divers intervenants.

Muwonge David

«Afin d'avoir un accès au marché, l'agriculture familiale a réagi à l'évolution de l'environnement commercial au fil du temps par la formation et l'évolution des organisations paysannes. Le résultat est une action collective bénéfique.

Le forum a souligné qu'avec l'évolution des marchés intérieurs et internationaux, les organisations paysannes, dans les secteurs clés comme le café, doivent jouer un rôle croissant en créant un lien entre les produits de familles paysannes membres afin qu'elles puissent avoir plus de pouvoir dans le processus et sur le marché ainsi qu'obtenir une plus grande reconnaissance.

Le forum a également insisté sur le fait que plutôt que de répondre à l'évolution de l'environnement commercial par le changement de seulement leurs activités, les fermes familiales et les organisations paysannes ont fait des pressions et continuent de le faire pour parvenir à des règlements, des politiques et des lois qui favorisent l'accès au marché à un niveau local, national et international.

Le forum nous a donné la possibilité, à titre de représentants des Organisations paysannes du Sud (FOs) et de chercheurs, de partager des expériences sur les initiatives de mise en marché, de tirer profit de ces expériences vécues et d'explorer les avenues possibles de développement pour améliorer l'accès des producteurs aux marchés.

Parmi les nombreuses expériences partagées, il fut question du Zambian Market Information System Initiative impliquant NUCAFE et UCDA (Uganda Coffee Development Authority) ayant pour but d'explorer les façons d'améliorer le système d'information actuel du marché par SMS (Short Message Sending) pour permettre à plus de producteurs d'accéder à de meilleurs marchés. D'autres renseignements principaux ont été considérés comme points d'actions pour orienter le développement des services NUCAFE envers ses membres afin d'atteindre un meilleur accès aux marchés.

Jean-Marc Boussard

« Que ce soit au Québec ou en Afrique, les idées pour améliorer la mise en marché des produits agricoles ne manquent pas. Elles tournent toujours autour de deux sortes d'actions, soit : regrouper les offres, afin de bénéficier d'un pouvoir de négociation face à un acheteur qui, du fait de l'urbanisation n'est généralement pas le consommateur final, mais un industriel ou une centrale d'achat dotés d'un pouvoir de monopsonie; différencier le produit dans une « niche » du marché, en vue de disposer d'un pouvoir de monopole vis-à-vis du consommateur final, parfois par-dessus la tête des intermédiaires.

Les deux types d'action sont bénéfiques pour les agriculteurs, mais aussi (et paradoxalement) pour les consommateurs, car la « concurrence monopolistique » à laquelle se rattachent ces deux systèmes permet de mieux gérer les risques, ce qui favorise investissement et progrès technique. C'est justement cette sécurité du producteur qui manque en Afrique, et c'est – en partie – ce qui explique les difficultés de ce continent.

Reste que dans les deux cas, des actions collectives sont nécessaires. Or, les décisions collectives sont difficiles à prendre, et leurs effets peuvent être annulés par les « passagers clandestins » et autres resquilleurs. C'est pourquoi on ne peut imaginer pouvoir se passer d'un cadre légal et d'une régulation des marchés par la puissance publique, tant au niveau local que national, ou même des organisations internationales. C'est pourquoi, sans doute, il faudrait poursuivre la réflexion dans cette direction... »

David Hamusimbi

“Tout d'abord, je dois dire que ce fut un plaisir pour moi de faire partie de ce forum très instructif. Le forum a fourni une plate-forme enrichissante où furent échangées des idées proactives et une vaste expérience sur des questions critiques affectant l'accès des producteurs au marché dans le monde entier. Les présentations ont fait ressortir des leçons sur le rôle que nous (gouvernements, agriculteurs/organisations paysannes, organisations non gouvernementales) avons à jouer dans la restructuration et la condition des marchés pour le bien des producteurs, des consommateurs et du monde dans son ensemble. Le forum de l'UPA nous a aidés à éclaircir les différents rôles des gouvernements, des organisations paysannes et autres groupes de pression afin d'assurer l'accès à un marché équitable, particulièrement pour les petits producteurs. Le forum a aussi mis en lumière le besoin accru pour une transparence et une responsabilisation du marché agroalimentaire, surtout en ce qui concerne les normes de qualité. Le forum nous a laissé des défis que nous devons rencontrer. Porter le blâme sur les outils dysfonctionnels du marché agroalimentaire n'est pas une excuse pour ne pas offrir des solutions de rechange nécessaires pour créer de meilleurs mécanismes d'accès au marché. En effet, les organisations agricoles ont la capacité d'influencer positivement le développement agricole et les politiques de mise en marché, pour le bien de notre monde et des générations prochaines. Selon moi, l'expérience en valait la peine. Toutes les idées et les expériences partagées resteront définitivement gravées en moi. ”

Giel Ton

“Le forum a été une très bonne initiative pour réunir les chercheurs et les dirigeants agricoles afin d'explorer les questions liées à la mise en marché collective et la gestion de l'offre. Il était politiquement opportun, considérant les discussions de l'OMC et la vaste expérience du Québec sur ces questions. Il existe clairement une nécessité de mieux documenter ces arrangements 'publics privés' collectifs de mise en marché car ils peuvent être utiles pour la mise en oeuvre des discussions sur les 'Produits Spéciaux' et pour proposer des instruments et des outils efficaces pour la protection du marché et une stabilisation des prix dans les secteurs clés du développement de l'agriculture rurale. À cet égard, j'ai aussi aimé la réflexion novatrice sur les accords internationaux, telle que présentée par Daniel de Ugarte.

Le forum aurait pu bénéficier d'un débat plus ciblé entre les participants en regroupant des organisations de producteurs ayant des intérêts comparables pour discuter de questions qui les concernent (plus homogène). Par exemple, les organisations paysannes touchant les produits d'exportation (café, vanille, commerce équitable, etc.) ont semblé être un peu 'perdues' dans les discussions sur le système de gestion des approvisionnements du Québec. De plus, les présentations sur les initiatives très récentes des producteurs de légumes, en rapport avec les supermarchés, ne sont que partiellement pertinentes pour les agriculteurs qui ont déjà de vastes expériences avec la mise en marché collective.

"J'ai, en tant que chercheur, beaucoup appris suite aux différentes présentations. J'espère que nous pourrions donner suite aux discussions du séminaire, afin d'influencer réellement et d'améliorer l'élaboration de politiques et de stratégies de mise en marché collective des pays en développement. "

Larry Digal

"Pour moi, le forum a donné l'occasion de partager et de discuter sur divers aspects concernant les mécanismes d'accès aux marchés. Le partage des expériences des participants en provenance du Nord et du Sud ainsi que les situations décrites dans les présentations ont enrichi le débat. Bien que les expériences dans le Nord puissent ne pas être directement applicables au Sud ou à certaines industries, indépendamment de l'emplacement, elles rappellent aux gens du Sud qu'il y a plusieurs options disponibles et que les décisions dépendront de plusieurs facteurs. La gestion de l'offre pourrait ne pas être applicable dans le Sud, mais souligne les conditions qui sont nécessaires pour que cela fonctionne. Cela est vrai pour toutes les présentations/dossiers partagés. L'essentiel est de comprendre les conditions menant au succès ou à l'échec concernant la stratégie d'accès aux marchés. "

Ron Bonnett

" Je tiens à féliciter UPA DI pour avoir conçu un forum très instructif. Je crois qu'il était de grande importance d'écouter le point de vue des pays développés et des pays en développement sur les questions se rapportant aux producteurs. Bien que certains présentateurs étaient plus captivants que d'autres, il était très clair que certains éléments étaient communs dans les présentations".

Voici certains points essentiels :

Les gains d'efficacité et de productivité n'ont pas mené à la rentabilité à long terme pour les agriculteurs. La plupart des gains se traduisent inévitablement par des économies pour les consommateurs plutôt qu'une stabilité financière à long terme pour les agriculteurs.

Il existe un problème connexe à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement où un accès aux marchés ne pourra garantir une augmentation des revenus pour les producteurs

La libéralisation des marchés a réduit le pouvoir de négociation des agriculteurs avec de grands acteurs de la chaîne agroalimentaire.

La variabilité du revenu agricole est affectée non seulement par la température, mais aussi par les marchés, les périodes d'offre excédentaire et l'absence d'infrastructure physique.

Des présentations ont démontré que les interventions apportées ont amélioré le revenu agricole en plus de le stabiliser et d'éliminer les énormes fluctuations de revenus, qui sont courantes dans les marchés de produits de base.

Ces interventions peuvent découler des actions d'un gouvernement, d'un producteur individuel ou d'un groupe de producteurs.

Les orientations actuelles de l'OMC sur la réduction des barrières tarifaires ne vont pas nécessairement résoudre les problèmes du revenu agricole.

Comme je l'ai mentionné antérieurement, la session a été instructive en démontrant des exemples où les stratégies d'intervention ont fonctionné. Les présentations ont également soulevé des questions sur les orientations actuelles des négociations commerciales et elles ont identifié les sujets qui doivent être abordés. Je ne suis pas certain de ce en quoi consistera la prochaine étape. Est-ce que ce sera une conférence où les gens se seront réunis afin d'échanger des idées et qu'ils rentreront tout simplement à la maison, ou est-ce qu'il y aura un suivi sur les questions soulevées? Un résumé sera-t-il produit afin d'identifier les facteurs liés à l'amélioration du revenu agricole? Existe-t-il une liste de recommandations pouvant aider les organisations agricoles lors de la négociation avec les gouvernements et les partenaires de la chaîne agroalimentaire et qu'elles devraient être les mesures de suivi suite à cette conférence? Comment faire en sorte que les exemples de réussite se reproduisent?

Si le thème de la conférence était d'examiner les méthodes permettant d'améliorer le revenu agricole, nous sommes en route. Les problèmes ont été identifiés, des exemples de réussite ont été apportés et il y avait une compréhension commune du fait que ce n'est pas une question de pays en développement contre un pays développé. Une réflexion doit être apportée quant aux prochaines étapes à suivre et possiblement, les questions soulevées précédemment pourraient être utilisées afin d'aider à formuler un plan pour l'avenir.

Merci encore pour cette conférence instructive.

Paul Langelier

Parler d'accès aux marchés est le début de l'action

Quelques réflexions à la suite du Forum sur l'accès aux marchés...

Accès aux marchés nous retourne à la production et à ce niveau le principal défi est certes la protection et la gestion des ressources naturelles et plus particulièrement, la terre et l'eau. Changements climatiques, érosion de toutes formes, raréfaction de l'eau et autres ne sont que quelques-unes des menaces qui doivent être surmontées.

Accès aux marchés nous invite à l'action collective au niveau des paysannes et des paysans. Information sur les marchés, entreposage et transport des produits agricoles, développement des compétences en gestion notamment, accès au crédit, sont tous des éléments nécessaires à la production et à la commercialisation des produits. Les paysannes et les paysans, s'ils veulent avoir accès à ces services, doivent se regrouper parce que seuls, ils n'ont pas les moyens de se payer tous ces services. Le développement de l'agriculture familiale ne peut se réaliser sans cette action collective nécessaire et indispensable.

Accès aux marchés nous convoque à nous outiller collectivement pour faire notre place sur les marchés. Les outils doivent être variés parce que les situations et les produits le sont. On peut penser au développement d'une marque de commerce, à un regroupement d'une partie de l'offre d'un produit, à des mécanismes de négociation des prix, à la gestion de l'offre, etc. Le principal défi réside certainement dans la capacité des organisations paysannes de se concerter, de se mobiliser afin de se donner les outils nécessaires et adaptés.

Accès aux marchés nous interpelle sur les politiques régissant le commerce des produits agricoles qu'elles soient nationales, régionales ou internationales. Iniquité est ce qui résume le mieux les politiques actuelles. Ici, le principal défi est une forte mobilisation des OP afin de faire du travail de plaidoirie pour le développement de politiques dans une perspective de souveraineté alimentaire.

Paul Langelier
UPA Développement international